



FRANCE //

La rentrée universitaire s'annonce tendue

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

L'enveloppe prévue pour les 34.000 places supplémentaires promises par la ministre Frédérique Vidal est insuffisante, regrettent syndicats et présidents d'université.

Marie-Christine Corbier
@mccorbier

L'annonce a pu paraître massive. Elle n'a pourtant pas suscité un enthousiasme débordant dans le milieu universitaire. La ministre de l'Enseignement supérieur a indiqué la semaine dernière, sur Europe 1, que 34.000 places supplémentaires seraient créées à la rentrée. Aux 15.000 déjà annoncées, la ministre en a ajouté 14.000 dans les filières en tension auxquelles s'ajoutent 5.000 pour des BTS et des formations de type FCIL (formation complémentaire d'initiative locale).

Ce qui crée du scepticisme voire de la colère dans les universités, c'est le montant de l'enveloppe destinée à la création de ces places. Le gouvernement l'a fixée à 119 millions d'euros. La ministre l'a annoncé aux syndicats en début de semaine. Sur cette enveloppe alimentée à la fois par le budget du ministère et le plan de relance, seule la moitié sera dévolue au financement de pla-

ces supplémentaires. L'autre partie est réservée aux mesures de revalorisation des carrières prévues par la loi recherche. « C'est mieux que rien », réagit Franck Loureiro, secrétaire général adjoint du Sgen-CFDT.

« C'est mieux que rien », réagit Franck Loureiro, secrétaire général adjoint du Sgen-CFDT, tout en alertant sur « les risques réels d'effondrement du service public d'enseignement supérieur et de recherche ». Alors que l'exécutif surveille la rentrée universitaire comme le lait sur le feu, le syndicaliste prévient : « Sans réponse, le cri de désespoir de la communauté universitaire pourrait se transformer en cri de colère. »

Du côté des syndicats comme des présidents d'université, l'argument est le même : on est loin des 6.000 euros par place jugés nécessaires. Avec cette enveloppe, il faudrait par exemple recourir à des vacataires plutôt qu'à des postes pérennes, affirment-ils. Tandis qu'au ministère de l'Enseignement supérieur, certains regrettent que les universités ne recrutent pas assez – le plafond d'emplois n'est pas atteint – malgré l'argent versé. Certains établissements recrutent trop de professeurs expérimentés, qu'il faut payer davantage, disent-ils entendre.

« 100 % de présentiel »
« On est très loin du compte,

déplore Guillaume Gellé, numéro deux de la Conférence des présidents d'université (CPU). Il faut mettre des enseignants devant les étudiants, financer la place au juste prix, et alors les établissements prendront leurs responsabilités. » Un autre débat alimente les critiques : celui du glissement vieillesse technicité (GVT) qui accroît le poids de la masse salariale au fur et à mesure que le corps professoral vieillit. « Le fait que cette augmentation ne soit pas compensée par l'Etat limite nos marges de manœuvre », pointe Guillaume Gellé.

Au-delà des places, se pose la question d'une rentrée que la ministre veut « à 100 % en présentiel ». En réalité, les universités ont des scénarios de repli, et le retour de tous en présentiel ne signifie pas que 100 % des cours se tiendront en présentiel. Les universités planchent aussi sur des remises à niveau. Frédérique Vidal devrait annoncer la reconduction du dispositif des étudiants tuteurs, et de celui des assistants sociaux.

Pour encadrer au mieux les étudiants, il faut aussi du personnel administratif, alertent les syndicats. ■

